

**NATIONS UNIES**  
**Département des Affaires Economiques**  
**et Sociales**  
**Division de la Promotion de la Femme**

**Royaume du Maroc**  
**MINISTÈRE DES AFFAIRES ETRANGERES**  
**ET DE LA COOPERATION**  
**Direction de la Coopération Multilatérale**  
**Cellule de l'Intégration des Femmes au**  
**Développement**

**Consultation sous-régionale**  
**Sur le thème:**

**REDUCTION DES DIMENSIONS**  
**SEXOSPECIFIQUES DE LA PAUVRETE:**  
**politiques, processus et pratiques de micro-**  
**financement**

**RAPPORT ANALYTIQUE**

**17 au 19 Avril 2002**  
**Rabat (Maroc)**

**Naima CHIKHAOUI**

**Mai 2002**

<u>Abréviations</u> .....	3
<u>Préambule</u> .....	4
<u>Introduction</u> .....	4
<u>I- Tables rondes</u> .....	9
<u>1) Terminologie, définitions et paramètres</u> .....	9
<u>2) Le MF comme outil d'émancipation des femmes</u> .....	10
<u>a) Idées clés de la communication</u> .....	10
<u>b) Eléments de débats</u> .....	13
<u>3) De quel niveau de pauvreté parle-t-on?</u> .....	14
<u>a) idées clés de la communication:</u> .....	14
<u>b) Eléments de débat</u> .....	15
<u>II- Créer et mesurer l'impact du MF</u> .....	15
<u>III- Travaux thématiques et d'étude de cas (visite sur le terrain) en groupes</u> .....	17
<u>1)</u> .....	18
<u>a) Eléments saillants</u> .....	18
<u>b- Conclusion</u> .....	20
<u>2) Etude de cas (visite sur terrain)</u> .....	20
<u>Préalables</u> .....	20
<u>a- Eléments saillants</u> .....	22
<u>Groupe A</u> .....	22
<u>Groupe B</u> .....	22
<u>Groupe C:</u> .....	22
<u>Groupe D:</u> .....	22
<u>b- Conclusion</u> .....	23
<u>IV- Recommandations</u> .....	23
<u>1- Recommandations par domaine</u> .....	23
<u>2- Priorisation des recommandations</u> .....	27
<u>3- Actions à mener à court et à moyen termes</u> .....	27
<u>VI- Annexes</u> .....	29
<u>Annexe 1: Liste des participant(e)s selon leur pays d'origine</u> .....	30
<u>Annexe 2: Programme de la consultation</u> .....	33
<u>Annexe 3: Compte-rendus et listes des participants par groupe de travail</u> .....	36
<u>GROUPE I : Influence des facteurs et des pesanteurs culturels traditionnels et locaux sur l'efficacité du MF</u> .....	36
<u>GROUPE II: MF et mondialisation "MF et la réalité du VIH/SIDA"</u> .....	37
<u>GROUPE III: MF et la violence contre les femmes y-a-t-il un lien ?</u> .....	38
<u>Annexe 4: Compte-rendus des visites sur terrain</u> .....	40
<u>Annexe 5: Questions directives de l'étude de cas (visite sur terrain)</u> .....	46
<u>Annexe 6: Liste des recommandations établies par les délégué(e)s:</u> .....	47
<u>Annexe 7: Evaluation de la consultation par les participant(e)s:</u> .....	50
<u>Annexe 8: Documents distribués lors de la consultation</u> .....	52

## **Abréviations**

**IFD:** Intégration de Femmes au Développement

**MF:** Micro-financement

**MC:** Micro-crédit

**IMF:** Institution de Micro-financement

**IEC:** Information, Education, Communication

**IMMF:** Institution de médiation en Micro-financement

**ME:** micro-entreprise

**ONG/F:** Organisation non gouvernementale féminine

**ONG/D:** Organisation on gouvernementale de développement

**DAW/UN:** Division for Advancement of Women (Division de la promotion de la femme), United Nations

**DPF/ONU:** Division de la Promotion de la Femme/Organisation des Nations-Unies

**ONU:** Organisation des Nations-Unies

**PNUD:** Programme des Nations Unies pour le Développement

**SC:** Société Civile

**GASU:** Service consultatif sur la sexospécificité

## **Préambule**

Face aux maux sociaux de la pauvreté, à la précarité économique, à l'exclusion et la marginalisation dont souffrent 90% des plus pauvres de la planète, les femmes, le micro-financement et le micro-crédit semblent être l'alternative de l'espoir par excellence.

En effet, la flexibilité et l'accessibilité pour les démunies des ressources et des moyens de garantie, plus aisée aux petits et micro- crédits, qu'offrent le système financier du Micro-financement, constituent une opportunité prometteuse de réduction de la pauvreté.

Il demeure que le Micro-financement, en tant que stratégie et outil de lutte contre la pauvreté, buterait contre la complexité de la féminisation de la pauvreté grandissante et surtout intrinsèquement liée à la problématique des inégalités et des disparités socio-économiques et politiques entre les hommes et les femmes..

La féminisation de la pauvreté en terme de taux élevé mais aussi en terme d'incidences socio-économiques négatives plus marqués, traduites par des indicateurs de développement humain alarmants (taux très élevé d'analphabétisme, faiblesse et inégalité d'accès aux ressources, au marché de l'emploi, aux soins de santé et à la prise de décisions,...), constitue un défi face à la viabilité et l'efficacité de la stratégie du Micro-financement dans la lutte contre la pauvreté.

Cette stratégie considère-t-elle les dimensions sexospécifiques de la pauvreté?

Cette stratégie vise-t-elle la multidimension et la complexité de la pauvreté des femmes?

Cette stratégie touche-t-elle les aspects du développement humain, qui sont plus défailants chez les femmes pauvres (santé, éducation, voix et participation politique, équité et égalité d'accès aux ressources naturelles et matérielles nationales, prise de décision, égalités de chances, égalité des droits civiques...)?

Enfin, cette stratégie réussit-elle les paris de la réduction effective de la pauvreté et l'émancipation sociale et économique des femmes?

Comment considérer les acquis du Micro-financement en matière de réduction de la pauvreté et comment renforcer l'efficacité du Micro-financement dans la prise en compte de la dimension genre?

Voilà les interrogations auxquelles la consultation sous- régionale sur la Réduction des Dimensions sexospécifiques de la Pauvreté, Politiques, Processus et Pratiques" tente d'apporter des réponses, des éclaircissement et des orientations de vision et d'action.

La consultation régionale sur "la réduction des dimensions sexospécifiques de la pauvreté", organisée par la Division de la Promotion des Femmes (DPF) du Département des Affaires Economiques et Sociales des Nations Unies (DESA), a eu lieu du 17 au 19 Avril 2002 à Rabat dans l'enceinte du Ministère des Affaires Etrangères et de la Coopération, Direction de la Coopération Multilatérale, Cellule de l'Intégration des Femmes au Développement (IFD).

Quatorze pays africains et un pays latino-américain (Bolivie), représentés par 23 délégué(e)s ont pris part à cette consultation (Voir liste des participant(e)s, annexe 1). Des représentant(e)s marocain(e)s d'ONG, d'associations et de certains départements étatiques ont assisté aux travaux à titre d'observateurs.

La consultation a pris la forme et l'orientation d'une évaluation analytique, qui s'est focalisée sur trois axes majeurs:

- a- L'interrogation approfondie et détaillée de l'efficacité de l'activité de la micro-entreprise (ME) et du micro-crédit (MC), dans l'émancipation économique et sociale des femmes pauvres, qui opèrent plus dans le secteur informel.
- b- L'examen rigoureux de deux paramètres fondamentaux, à savoir la contribution du micro-financement (MF) et de la micro-entreprise à la réduction de la pauvreté à long terme et le potentiel réel de reproduction et d'insertion de ces ME dans les services des structures institutionnelles et des systèmes macro-économiques et financiers globaux et formels.
- c- L'identification pertinente des dimensions sexospécifiques telles qu'elles s'articulent dans les politiques, les processus et les pratiques du MF, en tant qu'outil et stratégie de lutte contre la pauvreté et la féminisation massive et alarmante de cette dernière.

La consultation a par ailleurs permis d'analyser les aspects aussi techniques, opérationnels que stratégiques du MF au profit des femmes dans les pays d'Afrique, à la lumière de la situation de la mondialisation et des nouveaux enjeux économiques nationaux et internationaux.

Les questions directrices qui ont été au cœur des travaux, des présentations et des débats peuvent être formulées et résumées comme suit:

- 1) quelle est la part réelle du MF dans la réduction de la pauvreté chez les femmes et quels en sont les impacts effectifs, positifs et négatifs, sur leur émancipation économique et sociale? Quels sont les indicateurs précis de ces impacts?
- 2) Quels sont les facteurs de réussite et d'échec des expériences des ME initiées et gérées par les femmes ? Quelles sont les opportunités et les conditions de leurs développement et de leur viabilité ?
- 3) Quelles sont les "mesures minimum" pour : a) consolider les modèles viables, b) garantir la réduction des dimensions sexospécifiques de la pauvreté et l'émancipation économique et sociale des femmes, c) inciter et initier les micro-entrepreneuses à mieux s'insérer dans le contexte des institutions

## financières commerciales et formelles, de la compétitivité et de la mondialisation ?

La réflexion autour de ces questions a fait l'objet de :

- travaux en plénière, sous forme de tables-rondes thématiques, introduites par des communications ou animées par les facilitatrices de la rencontre.
- Travaux de groupes en salles et sur le terrain. Ils ont concerné une activité de réflexion thématique, une activité d'observation, d'analyse et d'étude d'expériences de micro-crédits et d'activités de femmes génératrices de revenus sur le terrain.

L'élaboration des recommandations, leur priorisation et la proposition de quelques actions concrètes à mener à court et à moyen terme, ont fait l'objet d'une séance de travail en plénière, animée par deux déléguées et appuyée par l'équipe technique de consultation.

Les allocutions faites par Mme Nouzha Chekrouni, Ministre déléguée de la Condition de la Femme, Protection de la Famille et de l'Enfance et de l'Intégration des Handicapés, M. Rachad Bouhlal, Secrétaire Général du Ministère des Affaires Etrangères et de la Coopération et Mme Fatiha Srour, Chef de la Section des Programmes de Coopération Technique, Division de la Promotion de la Femme, UN/DES, ont traduit des idées forces relatives à la question du MF en tant qu'outil de lutte contre la pauvreté et sa féminisation progressive.

Elles ont par ailleurs souligné les points communs suivants:

- La pauvreté est un processus complexe et non une condition, elle est autant économique qu'humaine. Elle se traduit alors par le manque d'accès aux ressources pratiques (revenus, biens de consommation...) et stratégiques (droit à l'éducation, à la santé, à la prise de décision,...).
- La lutte contre la pauvreté doit reposer sur les potentialités des pauvres afin de les impliquer dans un processus de développement et de génération de revenus, par une accessibilité progressive et durable aux ressources et une amélioration viable de la productivité.
- Le MF en tant qu'outil de réduction de la pauvreté, en terme d'une stratégie de développement économique et sociale, doit appuyer la dynamique entrepreneuriale, en veillant sur l'élimination des disparités sociales et économiques entre les sexes. L'équité et l'égalité doivent être les principes au cœur des programmes et des politiques du MF.
- La promotion de l'entrepreneuriat féminin et de la ME au profit des pauvres en général, affrontent les lourdes répercussions de la mondialisation, le MF doit reconsidérer les nouveaux défis de la compétitivité, du commerce électronique et des nouvelles normes du marché,...

Le programme de la rencontre (Voir annexe 2) était riche et ambitieux (Voir évaluation annexe 7). Il s'est déroulé selon les éléments de la consultation suivants:

Une introduction : Présentation des objectifs de la consultation, du projet : "Réduction des dimensions sexospécifiques de la pauvreté: politiques, processus et pratiques de MF,"des résultats saillants de la discussion en ligne sur "La sexospécificité, la pauvreté et le MF.

Des tables-rondes sur différents thèmes, qui composent les problématiques de la question traitée : Terminologies, définitions et paramètres du MF, le MF comme outil d'émancipation des femmes, du niveau de pauvreté concerné, des définitions des "mesures minimum" de l'impact du MF sur les femmes.

Des travaux de groupes thématiques : L'influence des facteurs locaux, traditionnels et culturels sur l'efficacité du MF, le MF et la mondialisation, le MF et l'impact de la violence à l'égard des femmes.

Des étude de cas de MC (visite sur terrain) au profit de femmes pauvres dans une zone rurale et une zone semi-urbaine à Kénitra (Maroc / ONG Zakoura).

Des recommandations avec proposition de certaines priorités et actions à cours et moyen termes.

## INTRODUCTION

⇒ Bref aperçu sur le projet "Réduction des dimensions sexospécifiques de la pauvreté : politiques, processus et pratiques de MF."

L'alternative du MC et de la micro-entreprise (ME), est adoptée comme outil de réduction de la "pauvreté", entre autres dans sa féminisation de plus en plus grande.

Le MF au profit des femmes pauvres a pris forme plus dans le secteur économique informel. Il est difficile dans ce secteur non formel et complexe d'évaluer avec exactitude : a) l'efficacité de cet outil en tant que moyen de réduction de la pauvreté, b) la viabilité des ME créées, c) les impacts réels sur l'émancipation des femmes, d) le potentiel effectif du développement de cette micro-économie et son ascension vers les systèmes économiques et financiers formels, insérés dans le macro-économique.

A l'issue de ce constat global, le projet s'est fixé l'objectif stratégique de mener une évaluation de la viabilité du MF, en tant que stratégie de réduction de la pauvreté et outil d'émancipation économique et sociale des femmes.

Il a notamment arrêté des objectifs spécifiques à atteindre dans deux domaines d'action:

- Le domaine technique
  - l'identification de méthodes d'amélioration et de reproduction des programmes et des stratégies du MF.
  - Le développement des modalités pour la participation des femmes et des ONG féminines au processus d'élaboration de programme de politiques de MF.
- Le domaine stratégique
  - l'établissement de dialogue et de points d'échange entre les différents acteurs impliqués dans le MF et concernés par son développement au service de la lutte contre la pauvreté (IMF, PNUD, secteur bancaire officiel, ONG/F, ONG/D,...).

Le projet a établi des activités dans trois champs complémentaires:

- Champ de l'étude de la documentation, de la réflexion et de la discussion (conférence électronique ou discussion en ligne) relatives à la pertinence et à l'efficacité du MF dans la réduction de la pauvreté et dans l'émancipation économique et sociale des femmes.
- Champ de la consultation et de la concertation (2 tables rondes sous-régionales en Afrique) en vue d'établir un modèle de développement des capacités des ME et du MF en général et aboutir à un consensus quant aux "mesures minimum" de promotion et de soutien des ME.



- Duplication des modèles pilotes pour le développement des ME dans des pays sélectionnés.

⇒ Résultats de la discussion en ligne sur "la sexospécificité, la pauvreté et le MF" du 12 juin au 31 juillet 2001<sup>1</sup>:

La discussion globale et participative en ligne en vue d'identifier et d'évaluer les besoins et les questions majeures à propulser comme sujets de débat et d'analyse des deux ateliers sous-régionaux, a abouti à des conclusions générales:

- les services de MF doivent être adaptés aux besoins diversifiés des utilisateurs et de certains cas spéciaux (utilisateurs séropositifs ou atteints de SIDA).
- Les impacts du MF sur les utilisateurs et particulièrement sur les utilisatrices, varient de l'émancipation à des effets pervers dans certains cas, telle la violence.
- Le MF peut être négativement ou positivement influencé par les facteurs socioculturels locaux, traditionnels entre autres.
- Le MF opère souvent avec des services connexes (formation commerciale, alphabétisation, alphabétisation fonctionnelle,...), d'où nécessité de réfléchir les modalités de leurs financement.
- Le MF est à considérer comme un outil de gestion de liquidités pour les pauvres, qui les aide à mieux absorber et supporter les poids des dépenses.
- Comment le MF peut-il aider à assurer croissance réelle et durable des revenus et des biens, s'il n'aide pas forcément à accumuler la richesse?

⇒ Objectifs de la consultation

Dans le même sens de discussion en ligne du projet de la "réduction des dimensions sexospécifiques de la pauvreté", la consultation vise à :

- Evaluer et identifier les méthodes et les modalités de l'amélioration de la performance du MF et l'assurance de sa viabilité.
- Analyser les impacts du MF en tant qu'instrument de réduction de la pauvreté et outil d'émancipation économique et sociale des femmes.
- Identifier les "mesures minimum", sujet de consensus, de soutien au développement des capacités de création et de rentabilisation des ME.

<sup>1</sup> Les résultats de cette discussion en ligne sont disponibles sur [esaconf.un.org/~gasu](http://esaconf.un.org/~gasu), rapport inédit GASU/DPF.

- Créer un espace de dialogue et d'échange entre les acteurs clés, impliqués dans le MF et concernés par la réduction de la pauvreté par le MF.
- Proposer des recommandations concrètes pour opérationnaliser ces mesures et promouvoir l'entrepreneuriat féminin appuyé par le MF, en réduisant les dimensions sexospécifiques au niveau de ces politiques ces processus et ces pratiques.

⇒ Les attentes traduites par les délégué(e)s

Les attentes formulées par les participant(e)s ont cerné trois niveaux d'interventions souhaitables, le niveau macro-économique et socio-politique, ceux méso et micro-économique. Ils ont notamment épousé de multiples dimensions, stratégique, didactique et technique. Le tableau qui suit résume les différentes attentes exprimées.

Niveau macro	Attentes
Dimension stratégique	Stimuler une position commune de l'Afrique dans sa stratégie de lutte contre la pauvreté et dans son positionnement quant aux effets de la mondialisation.
	Réfléchir les modalités de contrôle de l'acheminement et de l'investissement réels de l'argent destiné au MF et à la réduction de la pauvreté, à l'échelle africaine.
	Tenter de dresser les moyens d'allier la mobilisation des fonds, la consolidation de la durabilité des efforts d'application des plans d'actions et des stratégies nationaux de lutte contre la pauvreté.
	Connaître les enjeux et les potentialités du MF.
	Contribuer à une meilleure visibilité de la question de la pauvreté et à l'urgence de sa réduction.
	Explorer les méthodes de mobilisation des fonds pour consolider le MF.
	Identifier les modalités pour constituer un lobbying dans la promotion et le soutien du MF.
	Constituer un pôle stratégique et un plaidoyer en faveur de la consolidation du MF au service de la lutte contre la pauvreté.
	Convaincre les structures compétentes de l'Organisation des Nations Unies (ONU), à plus d'ouverture pour l'octroi de fonds et plus d'attention à réserver à la formation et au renforcement des capacités.
	Expliciter les modalités de mobilisation de l'Etat et de la société civile en vue d'appuyer le MF en tant que stratégie de réduction de la pauvreté et d'augmentation des revenus et de la production.
Répondre au défi de créer un réseau africain du MF et un cadre favorable de partenariat Sud-Sud, en terme de pôle stratégique africain (Etats/ONG/IMF,...) de réduction de la pauvreté et de promotion des conditions socio-politiques et économiques des femmes.	

Niveau méso et micro	Attentes
Dimension didactique	Echanger les expériences en matière de MF selon les différents pays représentés.
	Mettre en exergue les effets pervers du MF sur les femmes.
	Proposer des mesures d'accompagnement des possibilités de synergie d'efforts entre les différents partenaires, pour assurer la réussite du MF en tant qu'outil de réduction de la pauvreté.
	Déterminer et capitaliser les expériences réussies dans le domaine du MF en vue d'éventuelles duplications.
	Généraliser les approches et outils performants en matière de développement des capacités de promotion des ME vers des entreprises plus importantes, insérées dans les systèmes macro-économiques et les systèmes financiers formels.
Dimension technique	Faire des propositions techniques concrètes et formuler une politique commune d'appui du MF.
	Mesurer l'impact réel et les retombées effectives de la consultation sur la relance du MF et des efforts de réduction de la pauvreté.
	Caractériser les mesures d'évaluation des résultats du MF, particulièrement au niveau de la création d'emplois rémunérés et d'accès aux ressources par l'augmentation des revenus.
	Examiner les modalités de mobilisation des ressources d'octroi et de gestion des crédits.
	Identifier les structures d'appui aux IMF et à l'accessibilité des femmes au MC à mettre en place.
	Concevoir des mécanismes fiables pour assurer un meilleur profit du MF et MC pour les femmes.
	S'instruire sur les orientations pertinentes en matière du MF susceptibles de faire sortir les femmes des activités économiques marginales.
	Etablir les méthodes les plus efficaces d'amélioration des processus et des pratiques du MF.
	Penser les mécanismes qui garantissent aux bénéficiaires du MC l'émancipation autant économique que sociale, en terme d'autonomisation et d'accès à la prise de décision.

## I- TABLES RONDES

### 1) Terminologie, définitions et paramètres

La séance participative, introductive des tables rondes, a porté sur la terminologie, les définitions et les paramètres relatifs au domaine du MF.

Les propositions des concepts clés, ainsi que de certains paramètres propres au champ du MF a permis de dresser une nomenclature conceptuelle et terminologique, qui se résumerait en trois notions enchevêtrées et complémentaires: le MF, la pauvreté et l'émancipation (des femmes). D'autres termes figuraient dans un document distribué aux participant(e)s (Voir liste des documents distribués en annexe 8).

Tableau des termes proposés, qui composent chacune des trois notions générales et leurs définitions).

Notion générale	Termes clés	Définitions
MF	Services financiers décentralisés	Mécanisme qui permet l'accès des plus pauvres aux petits crédits, non octroyés par les institutions financières formelles.
	Caution solidaire	Le groupe cautionne les crédateurs / cautionnement mutuel des membres du groupe.
	Crédit de groupe	Crédit destiné à un groupe et non à un individu. Le groupe est alors solidaire et garant moral.
	Gestion des dossiers de crédits et des risques/ Intérêts	Services d'intermédiation financière + services sociaux + mesures d'accompagnement et de développement de l'entreprise.
	Service non financiers	Services sociaux, alphabétisation, soins de santé,...
	Formation-information	Formation à la gestion, à l'entrepreneuriat, ... information fonctionnelle dans le domaine.
	Crédit + épargne Crédit social	Crédit à un taux d'intérêt intermédiaire par rapport à celui du marché financier, destiné aux pauvres.
	Pérennité	Durabilité de la ME et garantie d'impacts positifs.

Notion générale	Termes clés	Définitions
Pauvreté	Pauvreté en terme de cause et non de condition	Accessibilité difficile aux soins, à l'éducation, aux ressources, à l'emploi + difficultés économiques (revenus bas, consommations...). + manque d'accessibilité à la prise de décision, au politique...
	Pauvreté humaine	La pauvreté multidimensionnelle qui va au delà de celle économique.
	Dimension sexospécifique	Accessibilité inégale entre hommes et femmes aux ressources, au crédit. Disparité sociale hommes-femmes.
Emancipation (des femmes)	Impact sur les femmes	Autonomisation, valorisation de soi, responsabilisation, conscientisation quant à ses propres droits et devoirs, participation à la prise de décision, confiance en soi et capacité de réagir.
	Mesures d'accompagnement	Information-formation, sensibilisation aux droits, alphabétisation, suivi.

## 2) Le MF comme outil d'émancipation des femmes

### a) Idées clés de la communication

\* les impacts positifs et négatifs du MF sur les femmes:

- La globalisation a renforcé les disparités régionales et celles de genre. Les hommes et les femmes ne jouissent pas des ressources économiques et n'accèdent pas aux marchés et aux systèmes financiers de manière égalitaire.
- Le MF est développé depuis maintenant deux décennies, comme alternative stratégique contre la pauvreté par la création de ME et par l'auto-emploi (cas de la Bolivie).

\* Les impacts positifs du MF et du MC sur les femmes:

- le recours des femmes au MF s'avère aider à leur autonomisation, à leur capacitation, au renforcement de leur pouvoir et à leur accessibilité au contrôle des revenus et à la prise de décision au sein de la famille et au sein de la communauté.
- Ces formes d'émancipation influent sur davantage de reconnaissance sociale des femmes et sur une amélioration de leurs statuts.
- Les petits prêts, la flexibilité de leur acquisition, la réduction des délais de l'emprunt, la fréquence de l'acquittement ou du remboursement, aident à l'augmentation des revenus et de la productivité des micro-entrepreneuses.

- Les femmes s'initient aux démarches bancaires et administratives et exploitent leurs revenus dans l'amélioration de la qualité de vie et le bien-être familial.
- Des impacts négatifs sur les femmes qui contractent des MC sont observables. Le contrôle par les membres masculins, dont en premier les époux, du crédit et des bénéfices engendrés par l'activité. Le contrôle augmente avec l'importance du montant du crédit et l'augmentation du rendement. L'autonomie de la femme et son émancipation sont altérées.
- L'ouverture des femmes sur l'activité micro-économique a engendré une surcharge du travail. Le cumul du travail domestique et familial et le non partage de ces tâches par les maris, a des conséquences négatives sur la santé et le bien-être des femmes. Le manque des prestations sociales (crèches pour enfants, services de santé,...) accentue cet état.
- La diminution de l'appui financier des maris, consécutive de l'octroi du MC aux femmes et des revenus générés par l'activité micro-économique, augmente les charges de la consommation, des soins et des besoins éducatifs familiaux, assurés par les femmes.
- L'indépendance économique des femmes et leur confiance en soi, la "rivalité" ressentie de l'autorité du mari, ... crée une dynamique négative au sein du couple d'où souvent des violences verbales et physiques à l'égard des femmes.
- La création d'emplois à des revers souvent négatifs, comme les bas salaires et l'exploitation d'une main d'œuvre féminine et recrutée au sein de la famille et qui travaille dans d'assez mauvaises conditions.

\* La qualification et la formation, appui majeur à la ME féminine:

- Les micro-entrepreneuses, qui n'ont pas profité de qualification et de formation à la gestion et à la comptabilité du crédit, souffrent des retards de remboursement et de difficultés de compétitivité, qui affectent une meilleure productivité et donc d'importants revenus. Les chances de survie de l'entreprise, sont dans ce type de cas faibles.
- La qualification et la formation, constituent un processus de capacitation qui agit au niveau des besoins et des potentialités nécessaires à l'adaptation au système de productivité et de la compétitivité. Elles doivent viser et le développement personnel des micro-entrepreneuses et celui économique et purement technique (voir schéma 1).
- La formation doit être une ligne qui traverse tout le processus de l'octroi du MC et celui de la pratique de la ME. Il s'agit d'un cycle pré-projet et qui accompagne le projet de la ME. Il est en somme question d'une assistance technique continue, qui fait de l'opération du MC un service intégral. Ce service doit avoir une orientation politique d'un développement personnel de la bénéficiaire, d'un développement de son entreprise et d'un développement local.

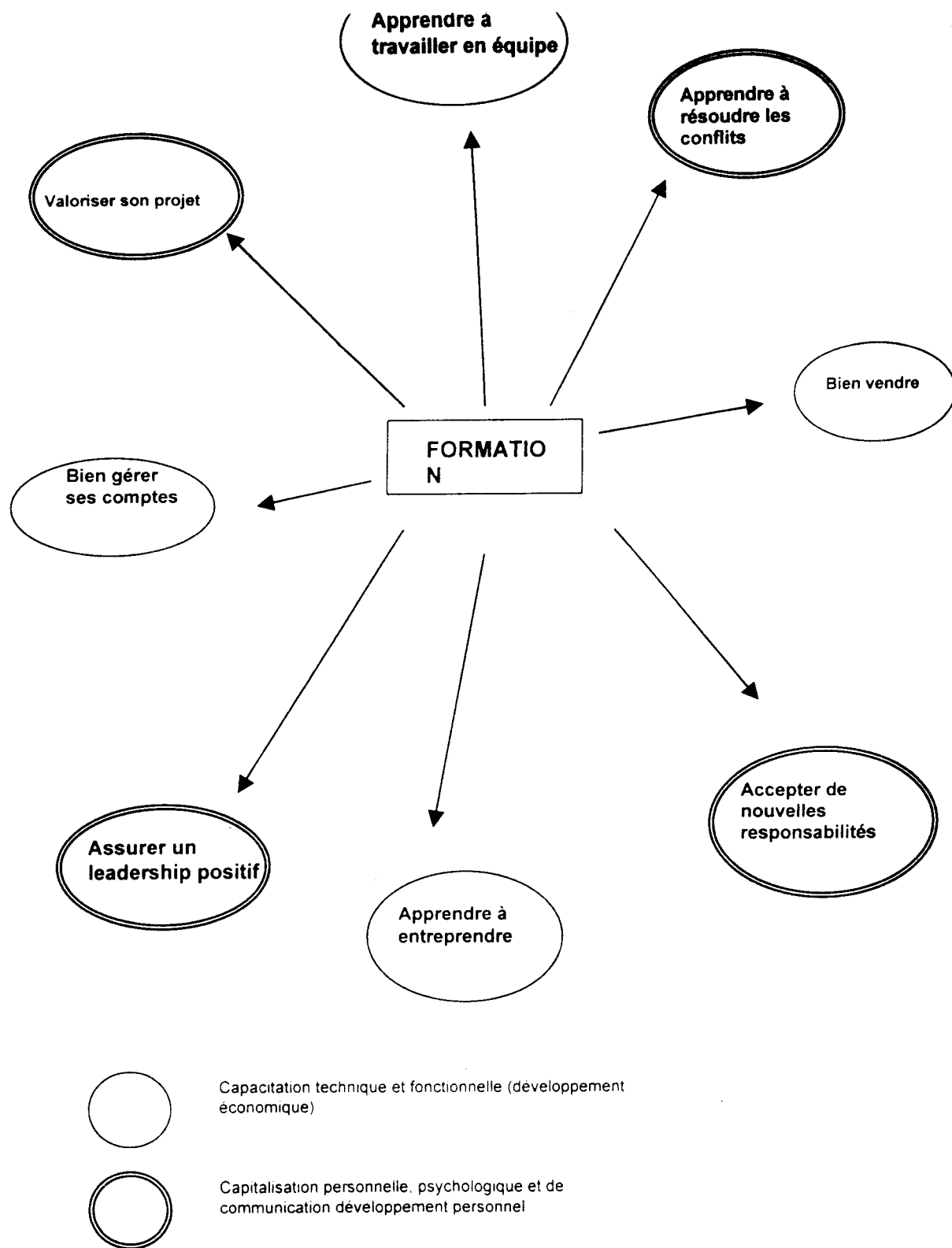


Schéma 1: La formation des micro-entrepreneuses



\* Les buts majeurs de la formation peuvent être<sup>2</sup>:

- Faciliter l'accessibilité à l'emploi ou l'auto-emploi des femmes d'un niveau moyen de scolarité ou analphabètes (Formation + stages dans les entreprises).
- Diffuser l'information sur les possibilités de formation en vue d'un meilleur choix de services.
- Dispenser des connaissances pratiques, fonctionnelles et immédiatement et aisément applicables dans de brefs délais.
- Promouvoir les possibilités d'égalité de chance d'accès au marché du travail.
- Capitaliser les connaissances et les pratiques "informelles" à l'appui d'une approche participative avec les bénéficiaires de la formation.
- Initier aux nouvelles technologies, aux connaissances pratiques, voire techniques (outils et machines utilisés dans le projet,...), à la planification et l'organisation du travail.

\* Les impacts positifs du processus de qualification-formation observables sont<sup>3</sup>:

- Transmission des habilités acquises au sein de la famille.
- Meilleure approche des problèmes quotidiens et élargissement des compétences.
- Acquisition de nouvelles notions d'épargne, de gain, de nécessité de relève par des enfants éduqués et scolarisés.
- Autonomisation, prise de décision dans la résolution des conflits.
- Accessibilité à la voix politique et développement des capacités de gestion financière.
- Exercice de la citoyenneté et participation citoyenne.

## b) Eléments de débats

La survenue réactionnelle de violence conjugale au sein des foyers de micro-entrepreneuses est un fait courant et observable. Il est par ailleurs à relativiser car il existe le cas de figure contraire où le mari est solidaire et coopérant.

La solution adoptée est l'accompagnement de la femme violentée, sa sensibilisation à ses droits et son orientation juridique et vers les centres d'écoute (cas du Maroc).

- La violence prend des formes physiques, verbales ou psychologiques. Elle est souvent symbolique, l'argent gagné par la femme est confisqué par le mari. La mainmise des hommes est souvent subtile et justifiée par des pesanteurs socioculturels.
- Les désengagements des maris sont substitués par les nouvelles responsabilités des épouses (chefs de famille) sans réelle reconnaissance de ce statut.
- Il est nécessaire de réfléchir sur les alternatives à la surcharge des nouvelles responsabilités accrues des micro-entrepreneuses et au gain

<sup>2</sup> D'après l'expérience de la Fondation PROCAL de la Bolivie

<sup>3</sup> Résultats d'évaluation réalisée

à faire sur la démission souvent observable du mari quant au partage des tâches et des dépenses de la famille. La femme assume une double finance, celle de la famille et celle de la petite entreprise.

- Les changements et les impacts qui affectent la vie des femmes annoncent aussi des mutations au niveau des processus de socialisation des futures générations. Ces mutations en cours ne sont pas discernées et claires.
- La formation ne s'impose pas uniquement pour la survie de la ME mais c'est une exigence pour faire face à la rigueur du marché, aux nouvelles normes de la qualité, à la compétitivité,... imposés par la mondialisation et la globalisation.
- Les marchés solidaires, le partenariat commercial Sud-Sud peuvent être des alternatives protectrices des ME des méfaits de la mondialisation.

### **3) De quel niveau de pauvreté parle-t-on?**

#### **a) idées clés de la communication:**

- Les ME, les micro-projets économiques et l'octroi de MC dans ce sens, peuvent être un soutien important à la croissance et au bien-être des bénéficiaires.
- La pauvreté est un phénomène multidimensionnel. Les femmes représentent 90 % de la population pauvre. L'accès des pauvres au MF, particulièrement des femmes, peut être un moyen de réduire leur pauvreté et de les aider à être des agents économiques, qui participent au changement et au développement de leur société.
- La réussite de la mise en oeuvre du MC, nécessite, en plus des mesures d'accompagnement, du suivi et de l'évaluation systématique, l'appui politique, financier et juridique continu, de la part des gouvernements, du secteur privé, de la société civile et de toute la communauté internationale, dont particulièrement les bailleurs de fonds nationaux et internationaux.
- La réduction de la pauvreté à grande échelle dépend aussi d'une gestion macro-économique réfléchie, d'investissement dans l'éducation, la santé, le renforcement de l'état de droit et de stratégie de croissance globale.
- Les solutions à apporter à la pauvreté doivent être aussi enracinées dans une vision de justice et d'équité entre les sexes et en harmonie avec leur culture et leur situation globale. Ces solutions doivent permettre d'accéder à une vie meilleure pour les hommes comme pour les femmes.

## **b) Eléments de débat**

- Le MF doit certes s'insérer dans une stratégie de lutte contre la pauvreté, mais il doit être en équation avec les efforts globaux du développement autant au niveau macro que celui micro.
- L'identification des plus pauvres des pauvres, pourrait se baser sur la planification en fonction des besoins décelés selon les dimensions du macroéconomique et du micro-économique.
- C'est au prix d'un diagnostic des problèmes réels locaux que les exclus et les pauvres peuvent être touchés et soutenus, entre autres par le MF et la création de l'auto-emploi et de la ME.
- L'approche de la pauvreté doit être globale, non sectaire et palliative. Les aspects macro-économiques doivent constituer un paramètre fondamentale de toute mise en oeuvre de stratégies ou de solutions. Ainsi, la mise en place d'infrastructure nécessaire, la satisfaction des besoins autant pratiques que stratégiques, sont des actions prioritaires et complémentaires.

## **II- CREER ET MESURER L'IMPACT DU MF**

\* Postulats retenus relatifs à la question des mesures d'impact:

- La précision de mesures et des indicateurs (de réussite), doit être préalable, établie lors de l'analyse de l'état des lieux, les potentialités, les difficultés de chaque type de MF et de micro ou petite entreprise.
- Les paramètres et les mesures doivent être qualitatifs et quantitatifs.
- L'évaluation de l'impact doit considérer les effets directs et indirects du MF ou du MC sur les femmes.
- Les appréciations subjectives des bénéficiaires et de leur entourage sont à prendre en compte et à lire selon les spécificités locales et culturelles (aspects généralement non quantifiables et difficilement évaluables).

\* Les mesures de l'impact du MF sur les femmes retenues:

Les mesures proposées ont touché des domaines distincts que nous pouvons résumer de la manière suivante:

a- Domaine de l'émancipation et de la restitution du pouvoir (empowerment) des femmes:

- Satisfaction des femmes par l'atteinte des objectifs arrêtée préalablement par elles-mêmes (chiffrée et quantifiée).
- Epanouissement personnel, traduit par la confiance en soi, la valorisation de soi, la prise d'initiatives et de parole dans l'espace de l'activité, au sein de la famille et au sein de la communauté.
- Défense des femmes elles-mêmes de leurs droits (travail préalable de sensibilisation et de conscientisation).
- Prise de décisions par les femmes quant à l'activité micro-économique et au sein de la famille.

**b- Domaine de la promotion sociale du statut des femmes:**

- Amélioration du statut des femmes au sein de la famille et au sein de la communauté comme effet induit.
- Responsabilisation des femmes et valorisation et considération sociale de ces responsabilités.
- Consultation des femmes par les proches et par la communauté pour des prises de décisions.
- Autonomisation économique et décisionnelle des femmes, amélioration de l'image de soi et de celle sociale des femmes.
- L'effet de l'entraînement et implication d'autres femmes dans le MF et dans l'aspiration vers un nouveau statut économique et social.

**c- Domaine de la capacitation entrepreneuriale et de l'acquisition de nouvelles compétences (fonctionnelles, techniques et générales):**

- Assurance professionnelle personnelle, approche des institutions financières formelles à partir de l'éducation économique reçue.
- La maîtrise des normes du MF, de la gestion et de la comptabilité et accessibilité progressive aux normes du marché macro-économique et de celles du système financier formel et plus global.
- Demande de la part des femmes elles-mêmes d'autres types de formation, d'autres domaines que celui du MF.
- Accès des femmes initiées à la tâche de formatrice des autres nouvelles bénéficiaires.
- Auto-gestion de l'activité micro-économique et acquisition des notions de gestion.

**d- Domaine du développement entrepreneurial et économique:**

- Evolution de l'épargne, passant des fois du point zéro (d'aucune épargne).
- Survie de l'entreprise et sa survie à la compétitivité.
- Assiduité au niveau du remboursement et de l'acquittement du crédit / solvabilité.
- Constitution d'un petit capital pour redémarrage d'une entreprise plus importante.
- Capacité du projet de la ME à exploiter le patrimoine naturel , artisanal,... local et à le développer.
- Insertion dans le marché et création notamment de nouveaux marchés.
- Contribution effective au développement local et durable (familial, communautaire, sociétal).
- Augmentation progressive et linéaire des revenus.
- Augmentation des heures de travail réservées à l'activité économique créée par la le MF (ce n'est plus une activité complémentaire).
- Création d'emplois rémunérés.
- Amélioration des conditions de travail, notamment par l'utilisation de nouvelles technologies accessibles et des moyens techniques de travail (selon les activités).
- Considération effective et stratégique de l'horizon du macro-économique (nouveaux projets plus importants).
- Accès à une part du marché extérieur.

- Passage du MC au crédit bancaire (commercial,...).

e- domaine de l'amélioration de la qualité de vie et du bien-être familial:

- l'amélioration des soins de santé pour la bénéficiaire et les membres de sa famille.
- L'amélioration de l'alimentation au sein de la famille.
- L'accès à l'infrastructure (eau + électricité + sanitaire,...).
- L'amélioration de l'état de logement.
- Le renforcement de l'éducation et de la scolarisation des enfants.

f- Domaine des enjeux stratégiques globaux du MF

- Positionnement institutionnel du MF.
- Création de réseaux nationaux et internationaux du MF.
- Mise en place d'instance d'échange d'expériences et de généralisation des expériences pilotes réussies sur les plans national, régional et international.
- Intérêt suscité quant à la ME et au MF auprès des banques et du système financier formel.
- Comptabilisation chiffrée des apports financiers du secteur du MF et des ME féminines aux budgets nationaux.
- Ces mesures exhaustives peuvent être complétées par des mesures adaptées à des situations spécifiques, comme les mesures d'impacts négatifs dans certains cas tels la violence, le divorce,...

### **III- TRAVAUX THEMATIQUES ET D'ETUDE DE CAS (VISITE SUR LE TERRAIN) EN GROUPES**

Les thèmes choisis pour les travaux en groupes sont issues de la discussion en ligne sur la "sexospécificité, la pauvreté et le microfinancement", organisée par le Service Consultatif sur la sexospécificité, Division de la Promotion de la Femme, du 12 juin au 31 juillet 2001.

Ce faisant, les thèmes du MF et effet de la violence (conjugale), le MF et le VIH/SIDA et l'influence des pesanteurs culturelles sur les processus du MF, ont été les thèmes repris dans cette discussion, mais juste survolés et non approfondis.

La consultation sous-régionale, qui regroupe différents profils et domaines d'expertises dans la promotion de la femme, la lutte contre la pauvreté par l'outil du MF, dont trois délégué(e)s qui avaient pris part à cette discussion en ligne, fût une opportunité adéquate pour approfondir l'analyse de ces sujets soulevés.

Par ailleurs, l'ensemble des participant(e)s a jugé plus judicieux et plus pertinent de débattre du thème de la mondialisation et du MC. La thématique du VIH/SIDA chez certains bénéficiaires du MF et des conflits y afférents, a été retenue et discutée au sein du même groupe.

# **1) travaux thématiques en groupe**

## **a) Eléments saillants**

Les groupes étaient répartis selon trois thématiques. Chaque groupe englobait une dizaine de délégué(e)s. Le travail était participatif, modéré par un président de séance, aidé par une facilitatrice de l'équipe technique de la consultation. La synthèse préparée en groupe, était rédigée et présentée par le rapporteur de la séance désigné à l'avance (voir liste en annexe 3).

### **GRUPE 1: "INFLUENCE DES PESANTEURS CULTURELLES TRADITIONNELLES LOCALES SUR L'EFFICACITE DU MF**

(voir compte-rendu en annexe 3)

- L'implantation de l'IMF et la mise en oeuvre de processus du MF et notamment du MC, épousent le paysage culturel local. Cette interaction avec les réalités socioculturelles locales peut être autant positive et facilitatrice que négative et handicapante.
- Des exemples locaux, propres au continent africain corroborent ce constat:
  - la tradition ancrée de l'esprit et de la pratique de la solidarité est un patrimoine culturel local favorable à l'adoption du système du MC, entre autre celui de la caution solidaire, celui du contrôle moral du groupe,...
  - La notion de la "riba" (intérêt de taux excessif) souvent sujet de désapprobation et de rejet dans la culture musulmane, peut être utilisé à mauvais escient et constituer un obstacle à l'implantation du MF (sachant que ce taux d'intérêt peut être faible ou reposer sur le système d'épargne,...).
- Le travail de sensibilisation est primordial dans tout processus ou pratiques du MF. Il est nécessaire de vulgariser les modalités du MC (Epargne, activité génératrice de revenu,...), d'alphabétiser et d'user du IEC pour dissiper les amalgames et les contraintes culturels traditionnels et intégrer la base patrimoniale culturelle favorable dans le but d'une garantie de résultats et d'une réussite du MF.
- Les pesanteurs culturelles, c'est aussi des facteurs de sexospécificité défavorables à l'équité et à l'égalité de genre. Il est nécessaire de valoriser les potentialités des femmes et d'œuvrer avec elles pour une émancipation autant économique que sociale.
- Le recours à l'implication et la responsabilisation des hommes et de la communauté est un atout non négligeable, qui favorise le développement du MF et l'amélioration des conditions des femmes.

### **GRUPE 2: "MICRO-CREDIT ET MONDIALISATION"**

(voir compte rendu en annexe 3)

- La question centrale relative à la mondialisation et le MC s'articule autour des modalités à mettre en oeuvre pour amener les bénéficiaires du MC à travailler dans un nouveau contexte de compétitivité.
- Le nouveau contexte de la compétitivité dévoile un phénomène de carence de mesures concrètes pour développer des alternatives et des

données différentielles. Cet état de fait rappelle l'équation du MF et des efforts globaux et macro du développement.

- Le préalable à l'intégration du MF dans une optique de développement global, est la révision sine qua non de la non comptabilisation actuelle de la valeur rajoutée ou des revenus du MF à l'échelle de l'économie et des finances nationales. Il est urgent de réfléchir des instruments de mesure de cette comptabilité et des procédés efficaces de l'insertion de cette économie (sociale) dans le macro-économique national.
- La faille majeure qui altère l'expérience du MF en Afrique (certainement aussi ailleurs) est la divergence qu'existe entre les planificateurs (des ONG qui s'occupent du MF) et les besoins réels locaux.
- La stratégie qui sous-tend le système des donations, des subventions et des fonds alloués par les bailleurs de fonds internationaux a besoin d'être revue. Il faut réexaminer l'Aide internationale conditionnelle.
- La constitution d'un lobbying de réaction et d'un plaidoyer (décideurs politiques, acteurs de la SC, responsables des INF, ONG bénéficiaires,...) doit reposer sur un diagnostic des problèmes et une stratégie d'actions et des plans d'activités.
- Le souci de l'efficacité et du développement du MF exige des IMF et de celles qui les appuient, d'appliquer les recommandations issues de la réflexion et de l'analyse des consultations et ne pas se contenter des recommandations élaborées au sein même de ces institutions.
- La considération des besoins particuliers des personnes atteintes par le VIH/SIDA et celles souffrant de fléaux liés aux guerres, fait appel à l'établissement de liens et de partenariat entre les IMF et les organisations de Santé et de Paix. Il est judicieux et juste de mettre en place une ligne de crédits à même de garantir les pertes dues aux maladies et aux guerres (Fond de solidarité).

### **GRUPE 3: "MF ET VIOLENCE A L'EGARD DES FEMMES, Y-T-IL UN LIEN ?"**

(voir compte rendu annexe 3)

- La violence est de prime à bord définie en terme de toute atteinte à l'intégrité physique et morale de la personne et à la dignité humaine en générale.
- Les violences physiques, psychologiques, ici particulièrement conjugales, sont observées, dans certains foyers où les femmes sont bénéficiaires de MC et gérantes de ME. Des cas de divorce ont été aussi repérables dans les mêmes contextes.
- L'analyse de ces situations demeurent hypothétique: s'agit-il d'une jalousie réactionnelle du mari? Est-il question d'un sentiment marital de dégradation de l'autorité conjugale, de la virilité en terme de puissance matérielle et pécuniaire ...? Peut-on parler de nouveaux enjeux de pouvoir au sein de la famille ? Est-ce un problème de résistance culturelle ?
- L'expérience du MF au profit des femmes décèle l'émergence de nouvelles images féminines ainsi que de nouvelles représentations des femmes pour elles-mêmes. Elles se sentent plus émancipées. Elles s'autonomisent. Elles acquièrent confiance en elles et se valorisent de par l'alphabétisation, la sensibilisation aux droits, la responsabilisation et la capacitation. Elles acquièrent de nouveaux pouvoirs par l'apport

économique et financier aux frais du ménage et des enfants. Cet ensemble de faits nouveaux, crée une dynamique conjugale parfois violente et négative.

- L'expérience du MF destinée aux femmes a généré aussi des conséquences négatives sur la vie des bénéficiaires. Les conflits conjugaux, la surcharge du travail et le cumul des tâches, la démission des hommes des responsabilités et des charges familiales, l'exploitation des revenus par des personnes tierces... en sont les plus courants.

## **b- Conclusion**

La considération et l'analyse préalable de l'influence des facteurs culturels traditionnels locaux est une condition de contrôle et de réussite de l'implantation du MF.

Les facteurs positifs intégrés facilitent d'initiation et la mise en oeuvre des pratiques du MF. Les facteurs négatifs font appel à une stratégie d'approche et de travail qui veillent sur la garantie de résultats et donc la maîtrise de ces facteurs.

La mondialisation a des effets très pervers pour les pays du sud, dont particulièrement l'approfondissement de la marginalisation des plus pauvres et la complexification de la compétitivité économique.

Le MF en tant que stratégie et outil de réduction de la pauvreté doit estimer ces nouveaux enjeux et adapter sa performance en conséquence.

Les Etats, autant que la société civile et les IMF sont censés, dans une synergie d'efforts, mener un plaidoyer et créer un lobbying en faveur du développement du MF et de celui plus global des sociétés du continent.

Les retombées et les impacts de l'implication des femmes dans le MC et la micro-économie sont autant positives que négatives.

La violence dans le sens large que subissent les bénéficiaires traduit cet état de fait. Les moyens de lutte contre ce phénomène est d'impliquer les hommes dans la politique du crédit, d'outiller les femmes par l'alphabétisation, la formation, l'information et la sensibilisation au droit. Ces actions doivent constituer les mesures d'accompagnement de tout processus et toute pratique de MF . Ils doivent être consolidés par les services non financiers, tels les services sociaux (santé, conseil juridique, soutien psychologique,...). L'incitation des femmes à l'ouverture sur les équipements technologiques appropriés..., peut aider à l'allègement des tâches domestiques et de travail en général.

## **2) Etude de cas (visite sur terrain)**

(Voir compte rendu en annexe 4)

### **Préalables**

\*L'objectif de cette visite sur le terrain est de prendre connaissance et d'analyser les différentes étapes de mise en place, d'exécution et d'évaluation d'un projet financé par un MC.



L'étude de cas est orientée par des questions pré-établies (voir annexe 5) , d'autres suscitées par l'interaction sur terrain, afin d'explorer dans la réalité les processus, les pratiques et la politique choisie par l'IMF (visions, stratégie,...) du MC, mises en place en vue de la réduction de la pauvreté des femmes.

Le projet de MF est initié par une ONG (Zakoura). Cette ONG octroi des MC pour la création de ME et des activités génératrices de revenus.

La population cible et bénéficiaire est constituée de femmes issues de souches pauvres, qui vivent dans une zone semi-urbaine ou rurale.

Les travaux en groupe de la visite sur terrain, ont concerné quatre micro-projets menés par des femmes à l'appui de MC octroyés à des groupes de cinq femmes. S

Il est question d'un système de petits crédits (environ 50 à 400 US\$), à remboursement hebdomadaire fixe, avec un intérêt approximatif de 30 % (taux calculé par les participant(e)s). Un MC sans procédé d'épargne et qui repose sur la caution solidaire et sur l'échelonnement progressif et ascendant du taux de crédit, selon la solvabilité.

La non assiduité et régularité du remboursement est sanctionnée par la privation du droit au crédit, le cas échéant par une poursuite judiciaire. Les bénéficiaires signent un engagement, à signature officiellement légalisée, de remboursement de crédit et qui fait office de reconnaissance de dettes. L'engagement postule que le non remboursement est passible de poursuite judiciaire auprès des instances compétentes.

Il n'existe pas de services non financiers. L'ONG offre des mesures d'accompagnement telles l'alphabétisation fonctionnelle, l'éducation au civisme, l'initiation aux principes directeurs de l'ONG (solidarité, lutte contre la corruption, égalité,...).

Ce sont des agents de crédits, qui assurent ces services d'accompagnement, en plus de la collecte des remboursements et leur dépôt dans les banques. Les femmes s'organisent en groupes et une responsable désignée assure le rôle de facilitatrice de groupes et de la communication groupes de femmes/agents de crédits, en plus d'une présidente du groupe.

Les micro-projets établis explorés étaient :

- Projets d'élevage d'ovins, projet de petit commerce de vêtements et projet de broderie en perle (Terrain du groupe A).
- Projet petit commerce diversifié (revente d'anciens habits, vente d'ustensiles et petits mobiliers de maisons,... (Terrain du groupe C).
- Projet d'épicerie diverse, crémierie et pâtisserie "traditionnelles" ou locales (Terrain du groupe B).
- Projet agricole et projet d'épicerie (Terrain du groupe D).

## **a- Eléments saillants**

### **Groupe A**

- Le service du MF offert, pauvre de services non financiers complémentaires, alourdi par la contrainte d'un remboursement hebdomadaire et non souple, limite l'efficacité du MC et les chances du développement de la ME et de l'augmentation des revenus et donc des impacts sur la réduction de la pauvreté et sur l'émancipation des femmes.
- Les mesures d'accompagnement, dont principalement la formation à la gestion et à la comptabilité sont lacunaires.
- L'identification de projets qui correspondent aux compétences de la bénéficiaire est un atout à la réussite et à la viabilité du MF.

### **Groupe B**

- La gestion des ME ou des micro-projets reste primaire à défaut d'initiation et de formation à la gestion.
- Le savoir-faire de la bénéficiaire acquis préalablement aide à la bonne maîtrise du projet et à son développement.
- L'inadéquation de l'organisation du MC, au niveau du remboursement par exemple, à la nature de l'activité et aux conditions sociales réelles des bénéficiaires, peut constituer une entrave majeure à la viabilité du MF et de la ME.
- Le MF en tant qu'outil de réduction de la pauvreté ne suffit pas à lui seul. Des efforts de l'Etat doivent viser le niveau macro-économique et les visages des plus accablants de la pauvreté comme le manque d'assainissement, le manque de centre de santé, le défaut des infrastructures (eau électricité), l'absence d'espace scolaire et les retards de scolarisation...

### **Groupe C:**

- La non maîtrise des conditions et des modalités d'obtention du MC révèle un processus de mise en place du MF lacunaire et non suffisamment vulgarisé auprès des bénéficiaires. La viabilité du MF gagnerait à remédier à cette lacune.
- Le MF a des effets réels sur la réduction de la pauvreté et des impacts positifs sur l'épanouissement et l'émancipation des femmes, particulièrement quand le soutien des hommes et des maris ne fait pas défaut.

### **Groupe D:**

- La proximité (du domicile) du marché et son accessibilité est un facteur déterminant de la viabilité de l'activité et du recours des femmes au MC.
- La rapidité et la souplesse d'accès au MC sont des atouts et des attributs qui encouragent à la contraction du crédit auprès des IMF.

- L'absence de la notion de la pratique et de l'initiation à la comptabilisation de l'épargne, affecte les possibilités de réinvestissement et d'accroissement de l'activité entreprise.
- Les incidences des MF et du MC sont aussi positives sur le changement des mentalités des femmes et de leurs statuts sociaux au sein de la famille et de la communauté.

## **b- Conclusion**

L'étude des cas explorés lors de la visite sur le terrain a permis de constater les effets positifs sur la réduction de la pauvreté (amélioration de la consommation et du bien-être familial,...), du moins au niveau des besoins pratiques.

L'émancipation des femmes dans ce lieu est un fait indéniable, renforcé par le soutien du mari et l'aide des enfants et de la famille en général.

La dimension culturelle de la solidarité, intégrée dans le processus du MC (groupe solidaire), appuyé par la pédagogie de l'ONG qui la prône comme principe de son action et de sa stratégie, enseignée par les agents de crédits, est un élément fédérateur de l'organisation et de la gestion du MF.

L'efficacité du MF et du MC dépend des mesures d'accompagnement et des services non financiers, qui consolident les processus et les pratiques du MF et leur viabilité.

La micro-économie et le MF contribue à la réduction de la pauvreté mais ils restent tributaires d'une lutte macro-économique en terme de développement global par l'amélioration des infrastructures et des aspects fondamentaux du développement humain (santé, éducation, ...).

## **IV- RECOMMANDATIONS**

### **1- Recommandations par domaine**

Les recommandations émises ont ciblé quatre domaines importants (voir tableau ci-dessous et liste des recommandations établies par les délégué(e)s , annexe 6) : la formation, le cadre de concertation/conseil ou expertise, le plaidoyer politique et le partenariat.

**Tableau des recommandations par domaine:**

Domaine	Contenus	Bénéficiaires / acteurs	Stratégie	Observations
Formation générale	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Alphabétisation fonctionnelle (+ économie / gestion)</li> <li>- Initiation au processus de prise de décision</li> <li>- Formation technique et technologique (selon activité)</li> <li>- Voyage d'échange d'expériences</li> <li>- Encadrement / conseil/ suivi</li> </ul>	Groupe cible: l' bénéficiaire du MC	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Formation initiale avant octroi du MC</li> <li>- Mesures d'accompagnement qui accompagnent les services financiers</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Formation des formateurs en vue de faire émerger le leadership au sein de la communauté</li> <li>- Capacitation des femmes</li> </ul>
Formation en entre-preneuriat	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Esprit d'entreprise</li> <li>- Réglementation (juridique, fiscales, import/export, emballage, marketing,...)</li> <li>- Formation à la qualité du produit ou du service</li> <li>- Etude de marché</li> <li>- Modalités d'insertion au marché</li> <li>- Faisabilité et viabilité</li> </ul>	Groupe cible: bénéficiaire du MC	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Promouvoir la création de services spécialisés et intégrales de formation dans ce domaine</li> <li>- Créer un cycle de qualification progressif, didactique pré et pendant l'octroi du MC</li> <li>- Encadrement/conseil au niveau du suivi</li> <li>- Formation des formatrices</li> <li>- Etablir un partenariat centres de qualification-formation / IMF dans ce sens</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Sensibiliser à l'objectif du développement de la ME</li> <li>- Apprendre à entreprendre et à travailler en équipe</li> <li>- Initier aux normes du système financier formel</li> <li>- Considérer les paramètres mondialisation / compétitivité</li> </ul>

Tableau des recommandations par domaine: (suite)

Domaine	Contenus	Bénéficiaires / acteurs	Stratégie	Observations
Education, information, conscientisation	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Sensibilisation</li> <li>- Valorisation de la personne</li> <li>- Valorisation du statut et des rôles</li> <li>- Empowerment</li> </ul>	Groupe cible: bénéficiaire du MC	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Créer un espace d'échange d'expérience d'auto-conseil et de communication</li> <li>- Exploiter les programmes d'alphabetisation fonctionnelle</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Hommes et femmes et la conscientisation et la sensibilisation doivent viser les droits, le sanitaire et la santé, la scolarisation des enfants, l'environnement et les conditions de travail</li> </ul>
Formation des formateurs au niveau des IMF/ IMMF	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Plaidoyer et lobbying</li> <li>- Questions juridiques et cadre réglementaire</li> <li>- Economie genre</li> <li>- Techniques de communication</li> </ul>	Gestionnaires, agents de crédits, responsables des IMF	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Sensibilisation aux rapports promotion du secteur/formation</li> <li>- Création du besoin de la formation continue</li> </ul>	Cette stratégie peut être intégrée dans un plaidoyer national
Cadre de concertation	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Echange d'expériences</li> <li>- Expertise</li> <li>- Propositions d'alternatives</li> <li>- Lobbying et plaidoyer</li> <li>- Suivi et évaluation</li> <li>- Visibiliser les institutions et les expériences locales</li> </ul>	IMF, gouvernement, bailleurs de fonds, ONG, associations, bénéficiaires, experts,....	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Constitution d'un pôle et élargissement du groupe</li> <li>- Réseautage</li> <li>- Points focaux, liés à un point focal global (exemple DPF/ONU)</li> <li>- Conférences électroniques</li> <li>- Journal d'infos / échange d'expériences</li> <li>- Identification des personnes ressources</li> <li>- Création d'une page WEB propre au cadre de concertation</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Les acteurs qui oeuvrent en faveur de la promotion des femmes avec une perspectives genre</li> <li>- Contribution des membres du cadre à tous les niveaux de la stratégie</li> <li>- Implication effective et de coordination du DPF/ONU</li> </ul>

**Tableau des recommandations par domaine: (suite)**

Domaine	Contenus	Bénéficiaires / acteurs	Stratégie	Observations
Responsabilisation et mobilisation de l'Etat	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Davantage d'engagement au niveau des états</li> <li>- Respect des engagements</li> <li>- Prise de décisions adéquates et à temps.</li> <li>- Davantage d'implication</li> <li>- Incitation à la comptabilisation des revenus du MF au niveau des budgets nationaux</li> </ul>	Décideurs et acteurs politiques, élu(e)s, leaders, responsables de partis, parlementaires,...	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Plaidoyer</li> <li>- Partenariat IMF/ONG/ Etat</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- La lutte contre la pauvreté appelle à une approche macro-économique et de développement global</li> <li>- L'argent du MF passe par les trésoreries nationales d'où la nécessité de le comptabiliser à l'échelle des finances nationales</li> </ul>
Partenariat avec les gouvernements et entre les Etats du Sud	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Prise en compte des IMF et des ONG et des associations qui existent sur le plan national</li> <li>- Octroi d'aide, de subventions ou de prêts si nécessaire</li> <li>- Visibilité des IMF dans leurs propres pays</li> <li>- Partenariat Etat/ONG autour de l'objectif du développement humain durable</li> <li>- Assistance technique Sud/Sud, Marché commercial Sud/Sud</li> </ul>	Gouvernements, acteurs de la SC, responsables des IMF nationaux et à l'échelle du continent, ONG et associations nationales et à l'échelle du continent	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Plaidoyer mené par le cadre de concertation</li> <li>- Réseautage au niveau des IMF et des ONG et des associations oeuvrant dans le domaine</li> <li>- Mobilisation des instances et des départements étatiques (ministères de la coopération,...)</li> <li>- Création et promotion d'un marché commercial sous-régional ou régional</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- La mondialisation impose la création de nouveaux marchés et de nouveaux cadres de la compétitivité</li> <li>- Le partenariat Sud-Sud est une alternative et une stratégie prometteuse au niveau de la lutte contre la pauvreté et contre les effets pervers de la mondialisation</li> </ul>

## **2- Priorisation des recommandations**

La priorisation des recommandations a privilégié deux champs majeurs: la formation et le plaidoyer/actions en faveur du développement du MF.

### Priorité 1

- Formation des formateurs / gestion des organisations / IMF (cadre réglementaire, méthodologie d'analyse socio-économique, économie genre, MF et genre)
- Communication et éthique de comportement
- Voyages d'échange des groupes cibles et des encadreurs
- Formation à l'entrepreneuriat

### Priorité 2

- Formation des cibles et bénéficiaires avec volet capacitation, sensibilisation, information et renforcement du pouvoir (valorisation du statut et des rôles, empowerment).

### Priorité 3:

- Création du cadre de concertation (délégués présents) et des points focaux par pays, qui coordonnent (circulation de l'information, échange d'expertise, plaidoyer,...) avec la DPF/ONU.

### Priorité 4:

- Plaidoyer auprès des Etats, des IMF et des réseaux existants nationaux, régionaux et mondiaux.
- Visibiliser les cas de MF les plus réussis.

## **3- Actions à mener à court et à moyen termes**

Des actions concrètes et faisables à court et moyen terme ont été proposées:

- Organisation de cycle et d'ateliers de formation.
- DPR/ONU devrait négocier avec les bailleurs de fond afin qu'ils revoient leurs conditionnalités / financement.
- Appui de la DPR/ONU pour créer un groupe de lobbying avec d'autres bailleurs et partenaires pour financer ces services non "financiers".
- Renforcement des ressources du MF en direction des femmes et contribution de la DPF à la mise en place de fonds de solidarité (victimes des guerre et du SIDA).
- Production de matériels didactiques adaptés aux bénéficiaires (Formation en gestion,...)
- Promouvoir le partenariat Sud-Sud (réflexion concrète de promotion des échanges commerciaux Sud-Sud).
- Utiliser les opportunités institutionnelles pour le lobbying.
- Sensibiliser tous les acteurs à tous les niveaux et à grande échelle.

- **Nécessité (comment) de consolider les acquis des IMF par la constitution d'un lobbying.**
- **Professionnaliser les IMF**
- **Création d'espace d'échange d'expériences.**
- **Création d'une cellule de la MF au profit des femmes pauvres au sein de la DPR/ONU.**



## **VI- ANNEXES**

## **Annexe 1: Liste des participant(e)s selon leur pays d'origine**

Nom	Fonction	Organisme	Pays
Mme Claire AMELINA	Directeure	FINADEV (Financial Bank Benin)	BENIN
Ms. Jimena ROJAS	Directeure	Fondation PROCAL	BOLIVIE
Mme Ini DAMIEN	Fondatrice	Association pour la Promotion Féminine de Gaoua (APFG)	BURKINA FASO
Mme Halimatou DIALLO	Directeure	Fonds d'Appui aux Activités Rémunératrices des Femmes (FAARF)	BURKINA FASO
Mme Beatrice BUKWARE	Chef de Département du Crédit et du Développement Commercial	Banque National pour le Développement Economique (BNDE)	BURUNDI
Mme Marie Julienne LONGO-MBENDO	Directeure	Caisse Féminine de Développement Agricole et Commercial (CFDAC)	CONGO
Mme. Choukri HOUSSEIN DJIBAH	Chef de Service des Affaires Economiques et des Relations avec les ONGs	Ministère de la Promotion de la Femme	DJIBOUTI
Mme. N'diaye Hadja Sake BALDE	Secrétaire Générale	Groupement des Femmes d'Affaires de Guinée (GFAG)	GUINEE
Mme. Madeline MILLIMONO	Présidente du Comité International des Femmes Africaines pour le Développement (CIFAD)	Ministère des Affaires Sociales de la Promotion Féminine et Enfance	GUINEE
Mr Moussa KANE	Agent de crédit	Caisse Malienne de Secteur Informel	MALI
Mme. Sokhna Ly BA	Présidente	Mutuelle des Associations Féminines d'Epargne et de Crédit	MAURITANIE

**Annexe 1: Liste des participant(e)s selon leur pays d'origine (suite 2/3)**

Nom	Fonction	Organisme	Pays
Ms. Bouchra LAKHLAKH	Expert en Genre	ATILMIC	MAROC
Mme Aicha AFIFI	Permanent Mission of the Kingdom of Morocco to the UN	Minister Plenipotentiary	MAROC
M. Nouredine AYOUCHE	Président	Fondation Zakoura	MAROC
M. Mohamed BELGHAZI	Consultant	Fondation pour le Développement Local et le Partenariat	MAROC
Mme. Nicole MOUGUELTA NADJINA	Expert National "	Projet "Genre"/ CHD/00/P07 N'Djamena	TCHAD
Mme. Christine AUTEÏTA GAINGADJI	Assistante en Genre et Développement	Programme Micro-Réalisations Cellule d'Appui de N'Djamena	TCHAD
Mr Abdoul Kader MAHAMANE DAOUDA		Ministère des Finances et de l'Economie du Plan	NIGER

**Annexe 1: Liste des participant(e)s selon leur pays d'origine (suite 3/3)**

Nom	Fonction	Organisme	Pays
Soukeyna Ndiaye BA	Présidente	Femme Développement Entreprise en Afrique	SENEGAL
Maria do Carmo DOS SANTOS SEQUEIRA BRAGANÇA NETO	Directeure	Gabinete Gabinete da Promoção da Mulher e Família	SAO TOME E PRINCIPE
Cristina Maria FERNANDES DIAS	Acessora	Gabinete da Promoção da Mulher	SAO TOME E PRINCIPE
Nicole MOUGUELTA NADJINA	Expert National	Project CHD/00/P07 "Genre"	TCHAD
Christine AUTEÏTA GAINGADJI	Assistante en Genre et Développement	Programme Micro-Réalisations Cellule d'Appui de N'Djaména, Direction Promotion Féminine	TCHAD
Mme Mawulé DADJO	Agent de Protection Sociale	Projet ECHOPPE	TOGO
Mr. Kossi Manoégni DAHOEGNON	Chef de Section Suivi-Evaluation	Direction Générale de la Promotion Féminine	TOGO
Mme. Fatiha SEROUR	Chief	Gender Advisory Services Unit, Division for the Advancement of Women	United Nations
Mme. Juliet SOLOMON	Associate Expert	Gender Advisory Services Unit, Division for the Advancement of Women	United Nations
Mme. Naïma CHIKHAOUI	Facilitatrice	Consultante ONU	Maroc

## **Annexe 2: Programme de la consultation**

### Mardi 16 avril

17h00 – 18h00 Inscription des délégués

### Mercredi 17 avril

#### **Séance de la matinée**

10h00 – 10h30 Inscription des délégués

10h30 – 10h45 Pause café

10h45 – 11h15 Introduction (Mme Fatiha SEROUR)

- Introduction et historique du projet
- Objectifs et procédure de la réunion
- Introduction et attentes des délégués

11h15 – 11h35 Présentation: présentation visuelle et orale rapide sur le processus et les résultats de la Discussion en ligne et les questions soulevées.

11h35 – 12h30 Séance plénière I:  
**“Terminologie, définitions et paramètres”**  
Table ronde pour décider des définitions de travail de termes tels que le micro-financement, le micro-crédit, les dimensions sexospécifiques de la pauvreté, etc. qui détermineront les paramètres pour le travail de la consultation à venir. (Le document de travail sera fourni à l'avance).

12h30 – 14h00 Déjeuner

#### **Séance de l'après-midi**

14h00 – 15h00 **“Le MF comme outil d'émancipation des femmes”**  
Présentation (par un délégué sélectionné préalablement) et discussion sur la définition de l'émancipation, la possibilité ou non pour le MF de contribuer à cette émancipation et l'opportunité du MF comme réponse aux besoins des femmes pauvres.

14h00 – 14h15 Constitution des groupes de travail et nomination des rapporteurs pour chaque groupe de travail afin de préparer et de présenter les résultats.

**15h00 – 16h00 Séance des Groupes de travail:**

- GT 1: Influence des facteurs locaux, traditionnels et culturels sur l'efficacité du MF
- GT 2: MF et la réalité du VIH/SIDA
- GT 3: MF et la violence contre les femmes: y a-t-il un lien?

16h00 – 16h15 Pause café

16h15 – 17h00 Présentations par les Groupes de travail et discussion

17h00 – 17h30 Discussion générale et remarques de clôture

17h30 – 19h30 Réception

Jeudi 18 avril

**Séance de la matinée**

7h30 – 8h00 Introduction et réunion préparatoire à la visite sur le terrain

8h00 – 15h00 Visite sur le terrain (le déjeuner sera fourni)

**Séance de l'après-midi**

15h00 – 16h30 Groupes de travail: étude de cas à partir de la visite de la matinée sur la base des directives qui seront fournies.

16h30 – 17h00 Présentation par les Groupes de travail/Séance de questions-réponses et remarques de clôture

Vendredi 19 avril

**Séance de la matinée**

9h00 – 9h15 Introduction et évaluation de la seconde journée

9h15 – 10h45 Séance plénière II:  
**“De quel niveau de pauvreté parle-t-on?”**  
Table ronde sur les questions suivantes: les programmes de MF visent-ils les plus pauvres? Quel niveau de clientèle le MF peut-il raisonnablement espérer toucher? Comment améliorer la diffusion et l'action à destination des plus pauvres?

10h45 – 11h00 Pause café

11h00 – 12h30 **“Créer et mesurer l’impact du MF”**  
Présentation (par un délégué sélectionné préalablement) et discussion sur la possibilité pour le MF d’enrayer le cycle de la pauvreté ou d’être simplement un outil de gestion de l’argent pour les pauvres, et sur les moyens de mesurer comment les programmes de MF peuvent contribuer à la réduction des dimensions sexospécifiques de la pauvreté.

12h30 – 13h30 Déjeuner

#### **Séance de l’après-midi**

13h30 – 15h00 **Séance des Groupes de travail:**  
Définir et proposer des recommandations pour le développement de “mesures minimum” pour l’amélioration des capacités.

15h00 – 15h30 Présentation des Groupes de travail

15h30 – 16h00 Evaluation participative de la consultation, résumé de conclusion du facilitateur et remarques de clôture.

## **Annexe 3: Compte-rendus et listes des participants par groupe de travail**

### **GROUPE I : Influence des facteurs et des pesanteurs culturels traditionnels et locaux sur l'efficacité du MF**

Rajaa	BARKA (Présidente)
Alia	BENAJIBA
Sokhna	LY BA
Choukri	HOUSSEIN
Ini	DAMIEN
Ahmed	HAKAM (Ministère de l'Agriculture)
Mohamed	EL HILOUCH (Ministère de l'Agriculture)
Nicole	MOUGUELOA (Rapporteure)
Souâd	HANAFI (Ministère de la jeunesse et des Sports)
Naïma	CHIKHAOUI (Facilitatrice)

La MF évolue dans des environnements différents et son efficacité en dépend. L'environnement peut être une opportunité, mais peut également contenir un certain nombre d'obstacles, de contraintes, qui peuvent jouer sur les résultats attendus.

Après échange et discussion, le groupe a retenu les éléments suivants :

- 1- Tenir compte des opportunités sociales, culturelles et économiques du milieu. Par exemple :
  - L'existence des pratiques traditionnelles positives telles que les tontines la capacité du milieu à épargner, sur lesquelles la MF peut s'appuyer.
  - Les pratiques sont à investir dans la mobilisation (orientée au besoin) des femmes et de la communauté.
- 2- Tenir compte de l'esprit de solidarité et d'entraide de nos communautés, en tant que patrimoine à promouvoir. Cet esprit de solidarité doit continuer à se développer au sein des projets financés par le micro-financement (caisse de solidarité...)
- 3- Les préalables pour l'institutionnalisation est la maîtrise des facteurs traditionnels, culturels, avec des mesures de contrôle de ces facteurs. Pour cela, il faut développer l'approche participative (faire une étude du milieu, impliquer les intéressés au début du processus...)
- 4- Il est nécessaire de valoriser le potentiel des femmes qui sont engagées, dans des activités de MF pour développer l'ambition en elles, afin qu'elles prennent plus de risque dans les affaires, ce qui nécessite de la conscientisation, de la sensibilisation, de la formation... etc.



- 5- Les activités de ME et d'accès au MF augmentent le poids, la charge de travail des femmes. Aussi, il faut développer des actions de plaidoyer pour un partage plus équitable des charges et des responsabilités familiales.
- 6- Sensibiliser et impliquer les hommes.
- 7- Eviter l'esprit d'assistance et de bénévolat qui a prévalu jusqu'à présent dans beaucoup de nos communautés et qui ne favorise pas le développement du M.F

**GROUPE II: MF et mondialisation**  
**"MF et la réalité du VIH/SIDA"**

Soukeyna	ND BA (Présidente)
Dadjo	MOWULE
Bukware	BEATRICE
Claire	AMELINA
Madelaine	MILLIMONO
Moussa	KANE
Fadoua	ENNIS
Longo	MBENDO M.J.
Mohamed	BELGHAZI (Rapporteur)
Juliet	SOLOMON (Facilitatrice)

La Commission a tenu à préciser de prime à bord que la mondialisation est une réalité qui implique indubitablement une compétitivité commerciale, alors que les IMF se cloisonnent dans le financement des pauvres qui sont donc par la même exclus des systèmes générés et développés par les pratiques du libéralisme international.

Sur la base de ce constat, la commission a souligné la nécessité de proposer, de procéder au diagnostic des problèmes, de définir les stratégies et activités, de chercher les partenaires potentiels afin d'aboutir à la formation d'un véritable lobby et d'assurer plaidoyer permanent en faveur de l'action des IMF dans les pays en développement.

La commission en arrive alors à remarquer que la micro-finance est liée à la mondialisation en ce qu'elle est influencée lourdement par le fait que les ressources utilisées sont issues de ceux là même qui contrôlent et définissent les règles, à un moment où les IMF voient leur échapper de plus en plus le contrôle de la situation et sombrent, malheureusement dans un stade où elles subissent ces mêmes règles.

La commission a constaté aussi que le discours global ne tient pas en considération le fait que l'appui aux populations pauvres, en particulier les femmes, a un effet positif sur le revenu national, et doit donc être associé à une comptabilisation lors de l'évaluation globale nationale.

La commission, constatant un écart flagrant entre les planifications issues des institutions d'appui et la réalité, appelle à amener ces institutions d'appui à appliquer les recommandations issues des consultations plutôt que de mettre en place leurs propres recommandations et stratégies.

A la fin de la réunion, la commission a appelé à déployer un effort particulier par le lien entre les IMF et les organisations de santé et de paix afin d'instaurer une ligne de crédit à même de garantir les maladies et les pertes dues au SIDA et à la guerre.

### **GROUPE III: MF et la violence contre les femmes y-a-t-il un lien ?**

Hadja	S. N'DIAYE BALDE (Présidente)
Christine	AUTEITA
Halimatou	DIALLO
SOVAS	HANAFI
Christine	DIAS
Neto	DO CARMO
Dahoegnon	KOSSI (Rapporteur)
Fatiha	SROUR (Facilitatrice)

Définition du concept: Toute atteinte à l'intégrité physique et morale et à la dignité humaine.

#### **TYPES DE VIOLENCE:**

- Violences physiques
- Violences psychologiques

#### **CONSTATS:**

Aspects positifs (par rapport à la MF):

- Emancipation et contribution aux frais du ménage
- Vecteur d'autres actions en dehors du revenu
- Information
- Education
- Alphabétisation.
- Regain de confiance en soi
- Espoir d'aller de l'avant

#### **ASPECTS NEGATIFS:**

- Conflits dans le couple
- Sentiment de culpabilité quand la femme a échoué
- Surplus de travail et de responsabilité de la femme
- La démission des hommes à s'occuper du ménage
- La démission des hommes à participer aux charges familiales
- Comportement de certains agents de crédit envers la femme

- Détournement par tierce personne du crédit de la femme

#### RECOMMANDATIONS

- Associer les hommes à la politique de crédit
- Mesures d'accompagnement (information/alphabétisation/formation)
- Allègement de tâches domestiques par l'équipement technique et technologique approprié
- Partage et attente de plus d'ouverture pour les fonds de la part des Nations-Unies), plus d'attention à la formation ;

## **Annexe 4: Compte-rendus des visites sur terrain**

### **Groupe A**

DADJO Mwele  
AMELINA Claire  
KOSSI Dahoeignon  
AUTEITA Gaubgrdhu Christine

Plutôt que de nous diriger vers une plantation comme annoncé, la visite de terrain s'est portée vers trois projets féminins. Mais au préalable, le groupe a eu le privilège d'assister à une séance de formation et de remboursement de crédit. Le groupe a été informé que ces séances avaient lieu tous les jours ouvrables de la semaine où les groupements de femmes assistent à tour de rôle.

Un rapide aperçu du fonctionnement nous a été fait. Il s'agit en fait des femmes impliquées par une méthode de porte à porte par la Fondation "Zakoura" avec une stratégie de composition de groupes solidaires, en vue de l'obtention de crédit. Les crédits octroyés après une période d'au moins 15 jours après avoir rempli les formalités, sont de 100 US\$ pour le premier prêt, remboursable hebdomadairement sur 6 mois. Avec le paiement de la 1<sup>ère</sup> échéance dès le premier crédit. Ces informations ainsi recueillies nous ont permis, non seulement d'affiner notre analyse, mais aussi de faire des recommandations, que nous estimons utiles. La visite de terrain comme annoncée plus haut a porté sur trois projets à savoir :

- Le projet d'élevage d'ovins
- Le projet de petit commerce de vêtements
- Le projet de broderie en perle.

Mais nous avons focalisé notre analyse sur le projet d'élevage en raison du fait qu'il semble à nos yeux revêtir un attrait plus original.

### **1- Analyse du processus d'obtention et d'investissement du projet financé par le MC**

La promotrice du projet est une veuve d'une quarantaine d'années, qui face à une situation difficile, a initié ce projet. En effet, vu la connaissance et l'expérience qu'elle a de ce métier (son feu mari faisait l'élevage), elle a obtenu un 1<sup>er</sup> prêt de 100 US\$ selon le processus d'obtention des prêts de la Fondation pour l'achat de 2 moutons. Aujourd'hui elle est à son 5<sup>ème</sup> prêt après 2 ans et demi avec un taux de 850 US\$.

### **2-Organisation et structures de gestion du projet**

Absence de structure d'organisation. Elle se fait aider à la tâche par ses enfants.

### **3- Facteurs facilitateurs positifs à l'obtention de MF**

Mise à part cette aide des enfants, nous avons recensé plusieurs rang desquels:

- La cohésion sociale
- L'appartenance du groupe solidaire au même milieu
- L'existence de la structure de MF

- La maîtrise , la connaissance de la profession
- L'existence de débouchés pour l'écoulement de la production
- L'existence d'un embryon de formation et sensibilisation accompagnant le prêt.

#### **4- Contraintes**

- Cadre d'activité non approprié pour un élevage sain
- Non assistance des services vétérinaires
- Absence de formation professionnelle
- Insuffisance des services financiers
- Charge familiale pesant sur elle, non favorable à l'épargne et au réinvestissement

#### **5-Evaluation et détermination de la viabilité**

Ce projet peut être viable si les contraintes négatives énumérées en haut peuvent être levées. Il nous a été dit que cette promotrice a aussi un petit élevage de vache qui lui génère des revenus, qui sans doute lui permettent de soutenir l'activité d'élevage d'ovins.

#### **6-Conclusions personnelles du groupe**

A l'issue de cette visite, nous pouvons affirmer que le MC en lui seul ne suffit pas. L'accompagnement par des services non financiers est indispensable. Dans ce cas d'espèce, ce financement requiert l'accompagnement des services à fournir par la fondation elle-même et par l'administration.

a- La Fondation Zakoura pourrait:

- améliorer la qualité de sa formation qui est donnée à la hâte
- encourager l'assainissement du milieu, par exemple en améliorant le cadre de travail, ce qui aiderait les femmes à avoir d'autres ambitions
- revoir les délais de remboursement de prêt hebdomadaire, non adapté à l'activité et qui contraignent la promotrice à recourir à d'autres ressources pour assurer le remboursement hebdomadaire du prêt, alors qu'elle fait l'élevage.
- Revoir le problème préoccupant de sécurité financière (les fonds remboursés sont collectés par l'animatrice, convoyée sans protection ni sécurité, au bureau (risque de perte et risque sur la personne de l'animatrice).
- Créer des occasions de détente pour les femmes.

b- L'administration pourrait prendre en compte:

- création d'un centre de santé
- aide à la scolarisation
- formation professionnelle,...

## **Groupe B:**

La visite coïncide avec une séance de recouvrement et de sensibilisation.

- Le projet visité consiste en une épicerie diverse, crèmerie et pâtisserie régulière.
- Le petit commerce marche bien. La commerçante refuse de vendre les vivres à crédit aux clients (zone pauvre /demande de la clientèle).
- L'entrepreneuse a démarré son micro-projet alors qu'elle avait une épargne de 100 US\$ et à réinvestit 50 US\$.
- Démarrage avec 100 US\$ de taux de crédit. Actuellement ce taux est de 150 US\$.
- Le fond de commerce atteint aujourd'hui 800 \$. Le fond propre est supérieur au montant du crédit d'où bénéfice substantiel. Le recrutement d'un salarié rémunéré à 15 \$ par semaine, ainsi que le projet d'achat d'un réfrigérateur, témoigne du développement du micro-projet.

Facteurs positifs:

- Le mari est à la retraite. Il y a pas d'enfants à charge.
- La micro-entrepreneuse jouit d'un savoir-faire dans l'activité du commerce (commerce d'habits avant le MC).

Facteurs négatifs:

- Analphabétisme d'où gestion primaire de la comptabilité en dépit de la maîtrise du projet apparente.
- Les réunions hebdomadaires avec les agents de crédits, animées autour de certaines mesures d'accompagnement, accentuent la charge du travail (tâches ménagères + activité commerciale,...).
- Le besoin de transport pour s'y rendre bouffe sur la trésorerie.
- Le cycle de 23 semaines + un taux d'intérêt élevé (30 % à peu près) pèsent sur l'accroissement de l'activité.
- L'absence d'une possibilité de différé est difficilement gérable, vu la nature de l'activité (besoin d'approvisionnement,...).

## **Groupe C:**

Naima CHIKHAOUI

Nicole

Juliet SOLOMON

Cristine Julienne

Aliaa BENAJIBA

Madelaine MILLIMONO (rapporteur)

Le groupe a visité à Kénitra, les projets appuyés par le MF octroyé l'ONG, Zakoura. Cette ONG a pour principes , la qualité, la solidarité, égalité et la lutte contre la corruption. Conformément au canevas, les aspects suivants ont été dégagés:

**Le point I**

- Stratégie de mise en place de mobilisation et de sensibilisation des femmes à se mettre en groupe pour bénéficier des projets de MC (porte à porte).

- Identification des activités existantes des femmes dans la zone du projet dont le petit commerce.
- Vulgarisation et information autour des modalités des types de MC.
- Certificat de résidence (témoin de propriété de la maison, être locataire de plus de 5 ans).
- Photocopie de la Carte d'Identité Nationale et 2 photos.
- Engagement de reconnaissance de dette (signé et légalisé pour faire foi de pièce juridique en cas de conflit).
- Existence d'un taux d'intérêt , échéancier : 23 - 35 semaines.

### **Le point II**

- Le groupe dispose d'une présidence et d'une coordinatrice qui joue le rôle de modératrice entre le groupe et l'association Zakoura.
- Il y a des agents commerciaux ou de crédits, qui assurent le suivi et l'encadrement dans l'esprit du développement de l'activité.
- La gestion est informelle avec l'aide de la famille et les agents du projet.

N.B. Les agents contrôlent l'investissement , le remboursement, établissent la comptabilité et déposent l'argent du remboursement collecté à la banque une fois par semaine.

### **Le point III**

Comme facteurs facilitateurs nous avons retenu:

- souplesse dans la mise en place du crédit
- le besoin d'indépendance des femmes en tant que motivation derrière le recours au MC
- L'encadrement des bénéficiaires
- L'auto conseil entre femmes solidaires
- Appui des hommes et des maris

### **Le point IV**

- Le remboursement hebdomadaire
- La multiplicité des tâches (domestiques et celles liées à l'activité commerciale).
- Les aléas climatiques qui limitent la mobilité des femmes
- Les ventes à crédit aux clients.

### **Le point V**

- Autonomie
- Indépendance
- Emancipation
- Contribution aux charges familiales
- Hommes (Maris) devenus plus gentils
- Meilleure prise en charge d'elles-mêmes

**N.B :** Nous n'avons pas eu des éléments pour apprécier la viabilité.

### **Le point VI**

- Certains facteurs culturels sont positifs (Solidarité).
- Il n'y a pas de maîtrise des conditions d'obtention de M-C.

- Il n'y a pas trop de rigueur dans le processus.
- C'est un moyen de lutte contre la pauvreté
- Les femmes s'épanouissent.

#### **Groupe 4**

2 projets visités:

- 1) agricole.
- 2) Epicerie.

#### **Processus:**

- Prospection
- Sensibilisation
- Octroi de crédit (dans les 15 jours ) à un groupe de 5 femmes.
- Exécution du projet individuel.
- Achat des produits
- Production
- Vente
- Suivi par l'agent du crédit
- Remboursement hebdomadaire.
- Diversification et agrandissement de l'activité

#### **Organisation et gestion:**

- Gestion de type familial / soutien de la famille.
- Comptabilité empirique.

#### **Facteurs facilitateurs:**

- accès facile au crédit.
- Autonomie et indépendance des bénéficiaires.
- Soutien familial.
- Engagement des agents de crédit.
- Existence d'un marché sûr et à domicile.

#### **Facteurs contraignants:**

- Epargne limitée et non comptabilisée.
- Difficulté et problème de l'intégration aux systèmes financiers formels.
- Insécurité des fonds et des agents de crédit.

#### **Impact du projet et sa viabilité:**

- impact social, économique et psychologique.
- Participation aux frais du ménage
- Création d'emploi.
- Amélioration du bien-être de la famille.
- Investissement et équipement.
- Conditions réunies pour viabilité.



- Encadrement du système financier.

### **Conclusions et commentaires:**

- Un système nécessaire pour renforcer les pouvoirs des populations démunies.
- Emancipation de la femme et son indépendance économique.
- MF outil pour lutter contre la pauvreté.
- Cette visite confirme et renforce notre conviction du besoin d'accroissement des moyens et des ressources pour permettre à la femmes d'aller au-delà de la micro-entreprise.
- La mentalité des femmes doit être éprouvée.
- Changement des statuts.

## **Annexe 5: Questions directives de l'étude de cas (visite sur terrain)**

### **Objectif de la visite:**

Prendre connaissance et analyser les différentes étapes de mise en place, d'exécution et d'évaluation d'un projet financé par un micro-crédit.

### **Questions:**

- 1- Analyser les processus d'obtention et d'investissement du projet financé par le micro-crédit ainsi que les stratégies d'exécution du projet.
- 2- D'écrire l'organisation et les structures de gestion du projet.
- 3- Identifier 5 facteurs facilitateurs (positifs).
- 4- Identifier 5 facteurs contraignants (négatifs).
- 5- Evaluer/déterminer l'impact du projet et sa viabilité.
- 6- Quelle est votre conclusion personnelle et dans quel sens s'inscrit-elle dans le cadre de cette consultation.

## **Annexe 6: Liste des recommandations établies par les délégué(e)s:**

### **Recommandations**

#### **1) Formation à deux niveaux:**

##### **a- Groupe cible**

- formation des formateurs en vue de faire émerger le leadership au sein de la communauté.

##### **Formation en cascade:**

- Alphabétisation fonctionnelle particulièrement économique en gestion
- Initiation au processus de prise de décision
- Formation technique et technologique (selon activités)
- Voyages d'échange d'expériences
- Encadrement/ conseils/ suivi

##### **Formation en entrepreneuriat:**

- Esprit d'entreprise
- Réglementations (juridiques, fiscales, import/export)
- Etude de marché
- Faisabilité et fiabilité

##### **Education, information, conscientisation (hommes et femmes):**

- Empowerment (meilleure conscientisation, émancipation des femmes)
- Sensibilisation sur les droits
- Valorisation de la personne (femme)
- Valorisation du statut et des rôles

##### **b- Institution (formation des formateurs)**

- lobby et plaidoyer
- questions juridique (cadre réglementaire)
- économie /genre
- agents de crédits et autres sur les techniques de communication et sur la réglementation de la micro-finance.

#### **2) Cadre de concertation** (institution de la MF, gouvernement, bailleurs de fond, ONG, associations, bénéficiaires,...) qui œuvrent en faveur des femmes avec une perspective genre.

- Echange d'expériences
- Concertations et conseils
- Propositions d'alternatives

- Suivi et évaluation
- Lobbying et plaidoyer
- Visibiliser les institutions locales

### **Stratégies:**

- Elargissement du groupe
- Journal d'infos/ d'échange d'expériences
- Création d'une page web (contribution des membres)
- Conférences électroniques
- Contact des membres avec la DPF
- Identification des personnes ressources.

### **3) Responsabilisation des Etats**

- d'avantage d'engagement au niveau des états
- respect des engagements
- plus grande implication.

### **4) Partenariat avec les Etats**

- Doivent tenir compte des institutions qui existent (ONG, institutions de la MF, associations,.../ Distribution des aides, prêts,...)
- Les institutions de la MF doivent se faire connaître dans leurs propres pays.
- Partenariat Etat / ONG
- Assistance technique Sud/Sud.

### **5) Priorisation des recommandations:**

#### **Priorité 1**

- Formation des formateurs / gestion des organisations /institutions de la MF, cadre réglementaire, méthodologie d'analyse socio-économique et en genre (MF et genre)
- Communication et éthique de comportement
- Voyages d'échange des groupes cibles et des encadreurs
- Formation à l'entrepreneuriat

#### **Priorité 2**

- Formation des cibles et bénéficiaires
- Sensibilisation
- Alphabétisation
- Etc. (voir liste p)

#### **Priorité 3**

- Plaidoyer
- Etudes / bonnes pratiques
- Assurer une certaine visibilité aux cas de MF les plus réussis

- Plaidoyer au niveau du pays auprès des institutions concernées et des différents acteurs de la MF et des réseaux existants mondiaux et régionaux (rôle du comité et cadre de concertation ⇒ Délégués présents).
- Créer des points focaux par pays pour faciliter la circulation de l'information, qui coordonnent avec le point focal global, à savoir la DPF (DAW/UN).

## **6) Recommandations / actions à mener**

- Formation / Education des Bénéficiaires.
- DAW devrait négocier avec les bailleurs de fond afin qu'ils revoient leurs conditionnalités / financement.
- Appui de la DAW pour créer un groupe de lobbying avec d'autres bailleurs et partenaires pour financer ces services non "financiers"?
- Plus de ressources pour les institutions de MF en direction des femmes.
- Que la DAW aide à la mise en place de fonds de garantie.
- Production de matériels didactiques adaptés aux bénéficiaires (Formation en gestion,...)
- Détermination des responsabilités des Etats et des bénéficiaires
- Promouvoir le partenariat Sud-Sud.
- Utiliser les opportunités institutionnelles pour le lobbying.
- Sensibiliser tous les acteurs à tous les niveaux et à grande échelle.
- Nécessité (comment) de consolider les acquis des institutions de la MF ⇒ abouti à des groupes de lobbying.
- Professionnaliser les institutions des MF / contrôles des bénéficiaires?
- Création d'espace d'échange d'expériences.
- Possibilité de créer une cellule de la MF au sein de la DAW.

## **Annexe 7: Evaluation de la consultation par les participant(e)s:**

(les critères très bon ou excellents n'ont pas été intégrés dans la fiche d'évaluation)

- 1- Qualifiez-vous le contenu des travaux de :  
Insuffisant: 0 %                      Moyen: 36 %                      Bon: 64 %
- 2- Les thèmes choisis pour les travaux de groupe sont en rapport avec l'objet de la consultation d'une manière  
Adéquate: 60 %                      Inadéquate: 20 %                      Bonne: 20 %
- 3- La visite sur le terrain est-elle ?  
Insuffisante: 33 %                      Moyenne: 56 %                      Bonne: 11 %
- 4- Les débats des différentes séances sont-ils ?  
Insuffisants: 4 %                      Moyens: 36 %                      Bons: 60 %
- 5- La facilitation est-elle ?  
Insuffisante: 4 %                      Moyenne: 50 %                      Bonne: 46 %
- 6- La gestion de temps est-elle ?  
Insuffisante: 19 %                      Moyenne: 42 %                      Bonne: 39 %
- 7- Les conditions d'accueil sont-elles ?  
Insuffisantes: 9 %                      Moyennes: 18 %                      Bonnes: 73 %
- 8- La qualité de la restauration est-elle ?  
Insuffisante: 50 %                      Moyenne: 50 %                      Bonne: 0 %
- 9- Suggestions et évaluation globale :

- Majorité: satisfaite, attentes satisfaites et recommandations concrètes (voir synthèse des appréciations ci-dessus).
- Durée de la consultation courte: plusieurs participant(e)s ont suggérer l'augmentation de la durée et une seule a proposé de se passer de la visite de terrain et se contenter de l'expérience des participant(e)s.
- Majorité: non satisfaite de la restauration. Certain(e)s insistent sur un meilleur équilibre perdiem / coût de l'hôtel.
- Les participant(e)s devraient envoyer un rapport sur leurs activités à la DPF avant la consultation, pour permettre la disponibilité de supports variés lors de la consultation.
- Augmenter la fréquence de ce type de consultation.

### **Evaluation participative:**

- Très bonne organisation.
- Problème avec les repas (Retard et prix).
- Visite sur le terrain: prévoir des lieux plus proches.
- Transport local de Casa: défaillant dans certains cas.
- Prévoir des vols directs quand c'est possible (exemple: Dakar-Casa et non Dakar-Paris-Casa).
- Durée de la consultation à considérer à la hausse.
- Les participants observateurs regrettent leurs implications minimales.

### **Mise au point relative à l'évaluation participative:**

- La non implication des observateurs est mentionnée dans les invitations par les organisateurs.
- 2 cas de déléguées n'ayant pas précisé l'aéroport d'arrivée dans leurs fiches d'informations relatives au voyage, d'où absence de transport à leur accueil.





## **Annexe 8: Documents distribués lors de la consultation**

- Nations Unies, 2002, Consultation sous-régionale sur la réduction des dimensions sexospécifiques de la pauvreté: politiques, processus et pratiques de micro-financement, Département des Affaires Economiques et Sociales, Division de la Promotion des Femmes, 17-19 avril 2002, Rabat, Maroc. 20p.
- Nations Unies, 2002, Working document for plenary session 1: Agreement on terms, definitions and parameters. Consultation sous-régionale sur la réduction des dimensions sexospécifiques de la pauvreté: politiques, processus et pratiques de micro-financement, Département des Affaires Economiques et Sociales, Division de la Promotion des Femmes, 17-19 avril 2002, Rabat, Maroc.
- Countdown 2005 Newsletter Volume 1 N° 2, 1998. 7p.
- Famille & Développement N° 68, Mai.
- Abdelmoumni Fouad (entretien), Micro-crédit pour micro-entreprises, Courrier de la planète N° 49, janvier-février 1999.
- Prospectus des organismes: Femme, Développement, entreprise en Afrique (FDEA, Sénégal); Caisse Féminine de Développement Agricole et Commercial (CFDAC, Congo);

